



EN DIRECT DE BRUXELLES, DE PARIS OU DE BUCAREST, ENQUÊTE SUR L'ÉTAT DES LIEUX DE L'EUROPE, UN VIEUX PROJET QUI RESTE JEUNE.

Cette année, pour le 9^{ème} numéro du P'tit Pro, nous sommes 6 élèves de Terminale Bac Pro MELEC à nous lancer à la découverte des élections européennes.

En lien avec notre programme d'Histoire-Géographie du Bac et soucieux d'approfondir notre culture générale de futurs étudiants en BTS, nous nous sommes interrogés sur l'Europe et sommes devenus des Globe reporters !

Pour cette mission, nous avons été aidés par les journalistes professionnels de l'association Globe Reporters, qui nous a proposé une correspondance avec des journalistes en reportage à Bruxelles, Paris et Bucarest. Cette campagne « Au cœur du projet européen » nous a permis de mieux comprendre la construction européenne, souvent accusée de tous les torts.

En classe, nous avons choisi nos sujets de reportage et élaboré les questionnaires que nous avons transmis à nos en-

voyés spéciaux. Les journalistes ont eu alors pour mission de trouver les meilleurs interlocuteurs capables d'assouvir notre curiosité de globe-reporters.

Chloé DUBOIS est l'envoyée spéciale des globe-reporters à Paris. Alain DEVALPO est lui à Bruxelles. Marine LEDUC cherche des interlocuteurs à Bucarest.

Merci à eux pour leur travail de pro !

LES GLOBE REPORTERS DE LA RÉDACTION DU P'TIT PRO N°9
TERMINALE BAC PRO MELEC



Le logo de l'association Globe reporters.

CRÉDIT PHOTO: GLOBE-REPORTERS.ORG



L'Europe tournée vers les jeunes: l'exemple du projet Erasmus +, le programme de mobilité des lycéens et étudiants dans les pays de l'UE, bientôt à au lycée pro Couteaux

CRÉDIT PHOTO: LE P'TIT PRO

Ours :

Directeur de publication : **Thierry Debaecke**

Globe reporters & rédacteurs en chef : **Axel Lenzeele, Valentin Vandevor, Maxime Valmori, Julien Coquel et Arthur Marin** de Terminale Bac Pro Melec

Envoyés spéciaux à Paris, Bruxelles et Bucarest : **Chloé Dubois, Alain Devalpo, Marine Leduc**

Responsables du projet : **Catherine Morage et Sophie Lenglet**

Réalisation Graphique : **Olivier Stokowiec**

Le P'tit Pro est réalisé par les Sections d'Enseignement Professionnel du lycée Ernest Couteaux, 37 avenue du collège, 59230 Saint-Amand-les-Eaux 03 27 27 86 87

Contact : lepetitpro.couteaux@laposte.net

Imprimé par nos soins



La rédaction du P'tit Pro n°9 spécial "Elections européennes".
De gauche à droite : Valentin Vandevor, Maxime Valmori, Arthur Marin, Axel Lenzeele et Julien Coquel.

CRÉDIT PHOTO: LE P'TIT PRO





RAPPELS HISTORIQUES

C'EST QUOI L'EUROPE ?

On croit tout savoir sur ce qu'est l'Europe car on en entend parler tous les jours, mais une petite mise au point nous a semblé utile.

On révisé le programme d'Histoire Géo du Bac Pro par la même occasion.

Mais pourquoi décider une telle Union au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

L'Europe, avant d'être un continent, est avant tout une union politique et économique : l'Union Européenne. L'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas sont les 6 pays fondateurs de l'Union Européenne. C'est cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, que Robert Schuman, ministre des affaires étrangères français, lance la 1ère coopération européenne : la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) avec la déclaration du 9 mai 1950. Objectifs de la CECA : mettre en commun les ressources d'acier et de charbon de ces 6

pays dévastés par la seconde guerre mondiale, afin de reconstruire et aussi d'éviter une nouvelle guerre. (c'est avec le charbon et l'acier qu'on fabrique les armes...)

Cette coopération est approfondie en 1957 par ces 6 pays avec le traité de Rome qui instaure la CEE (Communauté Economique Européenne). Les domaines économiques, mais aussi politiques et sociaux, sont concernés. Le but est d'aboutir économiquement à un marché commun permettant la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. En 1954 ces 6 pays vont connaître un échec en essayant de mettre en place une Communauté Européenne



CRÉDITS : © NIYAZZ - ADOBE STOCK.COM

LES ELECTIONS EUROPEENNES EN CHIFFRES

1979 : Pour la première fois, les habitants des neuf pays membres de la CEE - l'ancien nom de notre Union Européenne - étaient appelés aux urnes pour élire leurs eurodéputés. Le Parlement européen existait pourtant depuis le traité de Rome, signé en 1957, mais il avait fallu attendre vingt-deux ans pour que soit enfin mise en place l'élection au suffrage universel prévue par les textes.

410 : nombre de députés élus en 1979, lors des 1ères élections européennes.

751 : nombre d'eurodéputés à élire en 2019

705 : nombre d'eurodéputés si le Brexit a lieu d'ici là

300 millions : nombre d'électeurs européens

45,5 millions : nombre d'électeurs français concernés

Du 23 au 26 mai 2019 : dates des élections européennes

74 : nombre d'eurodéputés français à élire en 2019

96 : nombre d'eurodéputés allemands à élire en 2019

6 : nombre d'eurodéputés pour l'île de Malte (440 000 habitants) à élire en 2019

de Défense (CED) visant à créer une armée européenne, placée sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN, dans le contexte de la guerre froide.

L'Europe pour reconstruire et aussi éviter une nouvelle guerre.

En 1973 les 6 pays fondateurs

sont rejoints par trois membres de de l'Association européenne de libre-échange : le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni. L'Union s'élargit vers le sud avec d'abord l'adhésion de la Grèce en 1981, puis celle de l'Espagne et du Portugal en 1986. Avec la fin de la Guerre froide, la partie Est de l'Allemagne rejoint la Communauté Economique Européenne en 1990. L'Union Européenne

intègre en 1995 des États neutres : l'Autriche, la Finlande et la Suède. En 2004, dix nouveaux États, en majorité issus du bloc de l'Est, s'ajoutent aux quinze déjà membres : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République Tchèque. Deux États supplémentaires, la Bulgarie et la Roumanie, complètent en 2007 ce cinquième élargissement. Enfin, en 2013, la Croatie rejoint l'Union Européenne.

C'EST QUOI LES ELECTIONS EUROPEENNES ?

C'est un scrutin qui fait élire pour 5 ans les députés européens, appelés aussi les eurodéputés. Ce sont eux qui représentent leur pays au Parlement européen. Ils vont y voter les lois (= les directives) qui seront appliquées dans les 28 pays de l'Union (28 avec le Royaume-Uni). Plus le pays de l'Union est peuplé, plus il aura de députés à élire. Par exemple, la France, avec ses 66,9 millions d'habitants, va en désigner 74 contre 96 pour l'Allemagne, car cette dernière est la plus peuplée de l'Union. (82,8 millions d'habitants). Les électeurs vont voter pour une liste de candidats définie par les partis politiques de leur pays. En France, les listes vont donc comporter 74 noms.

PAR ARTHUR MARIN
TERMINALE BAC PRO MELEC

PAR JULIEN COQUEL,
TERMINALE BAC PRO MELEC





Dominique Riquet en 2014

L'ILLUSTRATION: https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/4/4e/Dominique_Riquet MEP France_02.jpg/800px-Dominique_Riquet MEP France_02.jpg

INTERVIEW EXCLUSIVE DES GLOBE-REPORTERS DU P'TIT PRO D'UN EURODÉPUTÉ DES HAUTS-DE-FRANCE

PORTRAIT D'UN EURODÉPUTÉ DE LA RÉGION : DOMINIQUE RICQUET

Notre envoyé spécial à Bruxelles, Alain Devalpo a été accueilli à l'entrée du Parlement par une assistante parlementaire qui travaille avec M. RIQUET. Impossible d'entrer dans l'édifice sans être accompagné d'une personne accréditée. L'interview se déroule dans la salle jouxtant le bureau du parlementaire.

discuter tous ensemble mais surtout voter les lois.

Il y a une semaine dite de « commission » où on est à Bruxelles et on travaille dans des commissions thématiques. Je suis dans la commission sur le transport par exemple et dans la commission sur l'industrie, la recherche et l'énergie. Donc on est dans ces commissions, on discute entre députés pour préparer précisément les textes de lois que l'on votera à Strasbourg.

Il y a une semaine de groupe, 1 semaine consacrée à la discussion à l'intérieur de notre groupe politique et puis il y a une semaine dite de « circonscription » qui nous permet d'aller sur le terrain notamment dans les Hauts-de-France, chez moi ou même parfois en Europe et à l'étranger. Donc 4 semaines, 4 temps différents : 1 semaine à Strasbourg, 2 semaines à Bruxelles et 1 semaine à l'extérieur.

Le P'tit Pro: Avez-vous déjà subi des pressions ?

Dominique Riquet: Je ne sais pas ce que l'on appelle subir des pressions. C'est clair que l'argumentation insistante, des mails, des demandes de rendez-vous, oui on reçoit aussi des pressions de la part des citoyens. On peut recevoir des milliers de mails dans les campagnes qui sont ordonnées, entre guillemets, par des lobbies qui peuvent être d'ONG ou des lobbies industriels.

Oui, bien sûr, il y a des pressions, le métier de député c'est aussi de résister absolument aux pressions et d'écouter ses électeurs, un peu compliqué de temps en temps.

Le P'tit Pro: Comment faites-vous pour gérer les pressions ?

Dominique Riquet: Alors, c'est très facile puisque j'ai une adresse mail au Parlement, si on tape sur Parlement Européen, vous allez arriver sur le site du Parlement Européen et vous trouverez mon adresse mail au Parlement Européen.

Moi, j'ai une équipe de gens avec qui je travaille, des assistants, j'en ai très exactement quatre plus un stagiaire et qui m'aident évidemment tous les jours. Ils sont là avec moi du matin au soir, et vont regarder tout ce qui se passe sur le site.

Le P'tit Pro: Concrètement, que nous apporte l'Europe aujourd'hui dans notre quotidien, à nous lycéens de Saint-Amand-les-Eaux ?

Dominique Riquet: Elle vous ap-

porte d'abord ce qu'elle apporte à tous les citoyens, là je vais le dire vite parce que ça serait très long mais elle vous apporte ces 4 valeurs : la démocratie, la liberté, le respect des droits de l'Homme, l'état de droits. Donc vous vivez dans le seul espace dans le monde où vous pouvez bénéficier de tout cela et de la paix. Ce n'est pas le cas partout.

La deuxième chose c'est que vous vivez dans une zone de prospérité puisque c'est le premier espace économique.

Le troisième espace qui est important pour vous c'est la capacité à travers ERASMUS d'aller étudier dans un pays de l'UE, d'être diplômé ailleurs et plus tard d'aller faire éventuellement votre vie partout en Europe.

Si on a la paix depuis 70 ans, c'est grâce à l'Europe.

Donc ça élargit totalement votre horizon en tant que jeune et étudiant.

Le P'tit Pro: Pour les jeunes, c'est vraiment ERASMUS qui est la politique phare de l'Union Européenne ?

Dominique Riquet: La politique phare de l'Union Européenne a été de mettre en place un cursus universitaire unique: le fameux « LBD », qui est un cursus qui débouche sur des diplômés qui sont lisibles et valides dans tous les pays de l'Union. Donc, au lieu d'étudier, de passer des examens uniquement au niveau régional ou national, on a immédiatement une ouverture sur 550 millions de citoyens, 28 états membres.

Ce n'est pas du tout la même chose. Quand j'étais diplômé en médecine comme chirurgien, je ne pouvais m'installer ailleurs qu'en France alors que maintenant je pourrais effectivement m'installer partout.

Deuxièmement en tant que jeune c'est pour eux de circuler partout en Europe avec la même monnaie et sans être obligé de demander des passeports, des visas, etc...

Et puis également la capacité d'avoir des tarifs spécifiques pour voyager à travers toute l'Europe des passe-culture, passe-transports, etc...

L'Europe fournit aux jeunes des valeurs, ça c'est essentiel : liberté, démocratie, droits de l'homme, état de droit et capacité de circuler. Elle leur donne un espace européen

d'études et d'échanges qui est évidemment à la taille de la mondialisation.

Le P'tit Pro: Que diriez-vous aux lecteurs de notre journal, lycéens au lycée Couteaux de Saint-Amand-les-Eaux pour les inciter à aller voter aux Européennes ?

Défendez tout ce que je viens de dire. Défendez ces valeurs pour vous et pour vos enfants après, et comme moi je les défends pour les miens.

La deuxième chose, dans la mondialisation, c'est votre prospérité et votre capacité à garder un système social et rappeler que l'Europe c'est 7% de la population mais 50% des dépenses sociales du monde.

Protéger cela, il faut que l'Europe se défende il faut que l'Europe continue à avancer, à s'intégrer pour vous et après pour les générations futures. C'est votre combat maintenant.

Le P'tit Pro: Avez-vous un message pour les Globe Reporters ?

Dominique Riquet: Le message c'est de défendre d'abord les valeurs : la paix, la démocratie, les droits de l'Homme, la liberté, l'état de droit dans lesquels on a la chance de vivre. Si on a la paix depuis 70 ans, c'est grâce à l'Europe.

Dans la mondialisation actuelle, face aux grands blocs que sont la Russie, la Chine, les Etats-Unis, le Brésil, l'Inde, nous devons rester unis autour de l'Europe. Tous unis nous sommes les plus forts, désunis, nous ne serons rien, nous serons balayés de l'Histoire.

REPORTAGE RÉALISÉ EN MARS 2019
ITV
RETRANSCRIT PAR
VALENTIN VANDEVOIR
TERMINALE BAC PRO MELEC

PS: Après deux mandats, Dominique RIQUET souhaite poursuivre son engagement à la construction européenne. Il est en 16ème position sur la liste du mouvement En Marche.

Le P'tit Pro: Pouvez-vous vous présenter ?

Dominique Riquet: Je m'appelle Dominique Riquet, je ne suis pas un professionnel de la politique, puisque je suis chirurgien. J'ai exercé ma profession de chirurgien pendant 40 ans comme chef de service dans les hôpitaux et je suis entré en politique aux côtés de Jean-Louis Borloo en 1989 pour donner un coup de main à la ville de Valenciennes. Puis ce coup de main s'est transformé en poste de 1er adjoint, le poste de 1er adjoint en poste de maire quand il a été nommé 1er ministre et puis en 2009 finalement j'ai eu vraiment envie de faire ce mandat de député parce que je suis très pro-européen. Je crois en l'Europe, je crois qu'il faut essayer de faire passer aux générations d'après l'Europe dans le meilleur état possible.

Le P'tit Pro: Quel est le rôle d'un député européen ?

Dominique Riquet: Un député européen représente ses électeurs, moi je représente mes électeurs français, mes électeurs de la région des Hauts de France et je représente les électeurs pro-européens et centristes et je représente également la démocratie en Europe. Son travail

c'est de participer à la rédaction, à la discussion et aux compromis sur les lois européennes qu'on appelle des directives ou des règlements pour que ces textes de lois soient promulgués dans les différents états membres.

Ces textes de lois doivent faire avancer la protection du citoyen, du consommateur, la prospérité de l'ensemble des citoyens et défendre les vraies valeurs.

Le P'tit Pro: Quels sont les qualités requises pour faire ce travail ?

Dominique Riquet: Je pense que la qualité requise c'est d'être à la fois disponible, motivé et de travailler, c'est-à-dire de fournir un travail qui est assez important, pas toujours très commode, parce qu'on n'est pas chez soi, on est éloigné de chez soi la plupart du temps et il faut de la présence, de la bonne volonté, de la compréhension mais surtout du travail.

Le P'tit Pro: Décrivez-nous la journée ou la semaine type d'un député européen ?

Dominique Riquet: Il n'y a pas de semaine type, il y a quatre semaines type en fait.

Il y a une semaine où on est en session plénière à Strasbourg pour





PORTRAIT CROISÉ DE DEUX PRODUCTEURS LAITIERS EUROPEENS

Fervent militant depuis plus de 20 ans à la Confédération paysanne, Yves SAUVAGET, éleveur laitier bio en Normandie, répond à Chloé DUBOIS, notre envoyée spéciale pour Le P'tit Pro à Bagnolet, commune limitrophe de Paris, où il se rend pour deux jours.

Il vient travailler au siège du syndicat agricole et assister à une « commission lait ». Malgré une journée chargée et l'heure tardive, ce mardi 2 avril 2019, aux alentours de 19h, Yves SAUVAGET prend le temps de répondre à toutes nos questions.

**Comment sont fixés les prix du lait en France ?
Et quelle est donc cette crise dont nous entendons régulièrement parler dans les médias ?**

Le P'tit Pro : Pouvez-vous vous présenter ?

Yves sauvaget : Je m'appelle Yves Sauvaget. Je suis éleveur laitier en agriculture biologique sur une exploitation de 117 ha avec 4 associés. Je suis entre autres, au conseil d'administration de l'interprofession laitière et président de la commission bio au niveau national. Je suis aussi porte-parole de la Confédération paysanne de la Manche et secrétaire général de la Confédération paysanne Normandie.

Le P'tit Pro : Pourquoi avoir choisi de vous syndiquer à la confédération paysanne ? Qu'est-ce que cela vous apporte en tant qu'éleveur ?

Y.S : Pour la défense de notre métier de paysan de façon collective. Me syndiquer à la confédération paysanne, depuis une vingtaine d'années, cela m'a apporté des connaissances et un enrichissement personnel avec le partage d'idées avec les autres éleveurs. Il y a un vrai projet sociétal.

Le P'tit Pro : Pour quelles raisons la politique agricole commune est-elle encore nécessaire aujourd'hui ?

Y.S : La PAC est toujours nécessaire car elle doit proposer des solutions de transitions en vue des changements climatiques, sur la qualité de l'eau et de l'air. Que veut-on comme

agriculture pour subvenir aux besoins de la population ? C'est cela qu'elle doit affirmer. Avec l'urgence climatique et les besoins de connaître ce qu'il y a dans nos assiettes, ces questions doivent être au cœur de la PAC.

Il faut remettre l'homme et non l'argent au cœur des préoccupations.

Le P'tit Pro : Est-ce que la PAC protège encore aujourd'hui les agriculteurs ? Pourquoi ?

Y.S : C'est moins vérifiable que par le passé. Ce sont tous les opérateurs économiques « qui mènent la danse ». On a du mal à distinguer le projet politique s'il y en a un.

Le P'tit Pro : Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est la crise du lait et comment sont fixés les prix ?

Y.S : La crise du lait est caractérisée par l'effondrement des prix payés au producteur. Elle est due à une surproduction et un mauvais équilibre entre l'offre et la demande. Aujourd'hui en 2019, le prix du lait au litre est très bas cela va durer quelques années. Le nombre de paysans va donc encore baisser. Ce sont les industriels laitiers qui achètent le lait chez les producteurs industriels, privés ou dans les coopératives agricoles. Ensuite ils revendent sur le marché commercial en France, en



Yves Sauvaget lors de l'interview.

© GLOBE-REPORTERS.ORG

Europe ou à l'export. Le prix du lait est donc toujours fixé aujourd'hui par rapport au marché, malgré les souhaits émis lors les Etats Généraux de l'Alimentation en 2017 pour inverser la tendance.

Le P'tit Pro : Quel rôle peut jouer l'Europe pour arrêter les difficultés rencontrées par les éleveurs avec leurs revenus ?

Y.S : Il faut une régulation de la production, c'est-à-dire une répartition du volume de production au sein des Etats-membres. Il faut aussi désintensifier la production en France et en Allemagne pour polluer moins. Il faut aussi que les agriculteurs vivent de leur travail. Il faut remettre l'homme et non l'argent au cœur des préoccupations.

Confédération paysanne :

acteur important du syndicalisme agricole, qui prône une agriculture plus respectueuse de l'environnement et milite pour un modèle agricole qui permettrait à tous les paysans de vivre de leur métier.



PORTRAIT CROISÉ DE DEUX PRODUCTEURS LAITIERS EUROPÉENS

L'avis d'un éleveur roumain sur le prix du lait et sur l'entrée de son pays dans l'Union Européenne.

REPORTAGE RÉALISÉ EN MARS 2019
ITV RETRANSCRITE PAR MAXIME VALMORI
TERMINALE BAC PRO MELEC

Comment sont fixés les prix du lait en Europe ?

Le P'tit Pro : Pouvez-vous vous présenter et présenter votre ferme ?

Je m'appelle Sorin Petcu, j'ai 39 ans. Je suis roumain, j'ai vécu 8 ans et demi en France pour mes études et en 2007 je suis revenu pour aider ma famille à la ferme. Cette ferme a été construite en 1963 par le régime communiste. Il y avait à l'époque 2000 vaches et ils travaillaient sur 2000 ha. Elle produisait également 2000 cochons par an qui étaient exportés chez les russes. A la fin du régime communiste, la ferme a rétréci. Etant située près de Bucarest l'immobilier a pris le dessus. A la ferme nous avons encore 600 vaches et travaillons 400 ha. Nous avons aussi des activités connexes : une ferme d'animaux domestiques pour enfants et une usine de produits laitiers.

Le P'tit Pro : Concrètement dans votre profession, ça a changé quoi pour vous, l'entrée dans l'UE ?

Le plus important a été l'accès au libre-échange. Nous n'exportons pas nos produits, mais l'achat de matériel de bonne qualité pour l'agriculture intensive avec les subventions et les fonds européens a été d'une grande aide. Nous savons d'ailleurs

qu'on reproche souvent aux pays de l'Est de recevoir ces aides.

Ce qui a également changé, c'est la pression sur les terres qui ont été vendues pour construire de l'immobilier. Le système d'irrigation et les usines qui fabriquaient du matériel agricole, tout cela a été détruit ou vendu pour faire du profit. C'est un vrai problème.

Quels sont les désavantages de l'entrée dans l'UE ?

Le désavantage est la migration des agriculteurs d'Est à l'Ouest. Nos travailleurs sont partis en Europe de l'Ouest et nous sommes obligés d'amener des gens de l'Asie pour venir travailler ici.

Les usines paient le lait un certain prix qui n'est pas forcément le bon ! C'est pourquoi nous aussi commençons à produire nous-mêmes pour avoir une valeur ajoutée.

Le P'tit pro : Voulez-vous un retour des quotas de production (abolis en 2015) ?

Les quotas ne nous ont pas aidés. Les usines paient le lait un certain prix qui n'est pas forcément le bon ! C'est



Sorin Petcu a étudié en France, a travaillé pour Danone et a même obtenu la citoyenneté française.

© GLOBE-REPORTERS.ORG

pourquoi nous aussi commençons à produire nous-mêmes pour avoir une valeur ajoutée.

Que pensez-vous de l'agriculture biologique ? Est-ce vraiment réalisable selon vous ?

J'aimerais bien dire que c'est l'avenir mais selon moi ça ne va pas donner le rendement nécessaire par rapport à la surpopulation dans le monde. Remplacer tous les engrais chimiques va être difficile. De plus seuls les plus riches pourront se le permettre.

Zoom sur les exploitations agricoles en Roumanie :

La Ferma de Lapte (la Ferme du Lait) est située en Roumanie, non loin de Bucarest. Seule ferme laitière dans la ceinture de la capitale, le lieu est connu par les Bucarestois, car la famille PETCU a ouvert la Ferma Animalelor (Ferme des animaux) où les enfants viennent découvrir les animaux de la ferme. Sorin PETCU, fils du propriétaire, raconte que l'année dernière, 120 000 visiteurs sont venus voir les chèvres, paons et autres poules. Un succès qui leur permet de survivre. En plus de cette activité, ils ont également ouvert une usine de production laitière.

Avec près de 600 bêtes, la Ferma de Lapte serait une énorme ferme laitière en France, mais n'est qu'une ferme moyenne en Roumanie, car certaines structures atteignent près de 1000 ou 1500 bêtes. Toutefois, la plupart des élevages (89%) en Roumanie sont dans des fermes familiales avec moins de 20 vaches, voire seulement une ou deux bêtes. (Source : chiffres 2017 du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural roumain). La plus grande ferme d'Europe est en Roumanie nommée « la grande île de Brăila » avec plus de 66 000 ha et 4700 vaches appartenant à un hollandais voulant faire la plus grande ferme de vaches laitières d'Europe.



Les chèvres de la ferme pédagogique de Sorin Petcu.

© GLOBE-REPORTERS.ORG



LES LOBBIES : POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE.

Qui dit pouvoir dit pressions sur ceux et celles qui l'exercent. Et ce qui est valable à l'échelle d'un État est bien sûr amplifié quand on parle d'une communauté d'États comme l'Union Européenne.

Quand on demande autour de nous, on nous répond « ce sont des gens qui œuvrent en secret pour les intérêts des puissants et qui sont très méchants, qui ne pensent qu'à l'argent et au profit ou qui se moquent du réchauffement climatique par exemple ». On pense à Monsanto, aux lobbies du tabac, etc. Si c'est en partie vrai, il faut nuancer quand même. Une mise au point est donc nécessaire.

Pour trouver des réponses à nos questions sur le travail des lobbyistes qui défendent les intérêts des industries telles que le tabac ou l'alcool, nos envoyés spéciaux de Globe reporters à Paris et à Bruxelles n'ont pas eu beaucoup de retours... Cependant d'autres ont accepté de nous éclairer !



Wendy SI HASSEN

© CRÉDIT PHOTO : WENDY SI HASSEN

Wendy SI HASSEN, ingénieure en agronomie et nutrition de formation, est chargée de mission alimentation auprès de l'association CLCV (= Consommation, Logement et Cadre de Vie). Cette association est reconnue comme représentative par les pouvoirs publics en France. La jeune lobbyiste, chargée de représenter les intérêts alimentaires des consommateurs, répond aux questions du P'tit Pro sur les missions d'une lobbyiste œuvrant au cœur d'une association.

Le P'tit Pro : En quoi consiste le métier de lobbyiste au sein d'une association de défense des

consommateurs ?

Wendy SI HASSEN : Nos missions sont variées. Il y a tout d'abord les rencontres avec des personnalités politiques (députés/sénateurs/maires) pour exprimer nos positions, pour aider à mieux réformer les textes de lois et faire appliquer les réglementations (exemple : affaire LACTALIS, certains lobbyistes ont fait parvenir aux politiques les problèmes de communication pour les rappels de produits). Puis il y a les rencontres avec des opérateurs privés (industriels, fournisseurs d'énergie) pour discuter des points qui selon nous, ne sont pas du tout en valeur des droits de consommateurs, du pouvoir d'achat, etc. Notre objectif est de faire bouger les choses et

de changer la donne.

Nous sommes présents aussi dans un certain nombre de conseils d'administration, nous sommes force de proposition pour les intérêts de défense les consommateurs. Puis des activités de fonds : relayer ou être à l'origine de pétitions ; écrire des courriers ; présence dans les médias pour alerter sur certains problèmes et mettre une loupe sur certains aspects sur l'alimentation de l'environnement de l'énergie. On mène aussi des enquêtes, on décrypte les étiquettes des produits par exemple afin d'améliorer tels ou tels aspects et obtenir gain de cause pour les consommateurs.

J'ai l'impression d'être utile à la société.

Le P'tit Pro : Pourquoi défendre des intérêts privés ?

Wendy SI HASSEN : On défend le pouvoir d'achat, la santé, la qualité d'alimentation, la limitation de pollution, la limitation des frais bancaires donc défend des intérêts moraux envers les consommateurs. J'ai l'impression d'être utile à la société.

Le P'tit Pro : Quelles sont les qualités professionnelles nécessaires pour travailler pour un lobby ?

Wendy SI HASSEN : Il faut savoir rédiger des notes, des articles, il faut savoir s'exprimer en public, devant une assemblée qui n'est pas toujours favorable à vos positions. Il faut être spécialiste du secteur que l'on défend et qu'il soit en accord avec nos valeurs personnelles.

Glossaire :

> **Les lobbies** (un lobby au singulier).

Qu'est-ce que c'est ?

Un lobby est un groupe de pression. Il s'agit d'une organisation regroupant des intérêts communs à des institutions ou entreprises. Un lobby défend ses valeurs et intérêts auprès des décideurs politiques.

Nina Holland travaille pour le CEO (Corporate Europe Observatory), une ONG à Bruxelles

qui fait des campagnes politiques pour lutter contre le lobbying des grandes entreprises de l'agroalimentaire. Elle travaille dans « l'espace Mundo-b », un bâtiment éco-rénové où sont regroupées des organisations et des entreprises actives dans le secteur du développement durable et de l'environnement. Huit salles de réunion, un restaurant bio et deux jardins offrent un cadre de travail agréable.

Le P'tit Pro : Pensez-vous que l'UE est trop faible vis-à-vis des lobbies de l'agroalimentaire ?

Absolument, parfois de bonnes lois passent. Mais souvent, les lobbies, qui sont très bien organisées (20 à 30 000 personnes ici à Bruxelles) interviennent avant même que les lois ne soient écrites. Ils peuvent donc intervenir très tôt pour bloquer ces projets de loi.



Nina Holland

CRÉDIT PHOTO : GLOBE-REPORTERS.ORG



LES LOBBIES : POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE.

À Paris, notre envoyée spéciale Chloé DUBOIS, contacte Myriam SAVY, responsable du plaidoyer pour l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA). Au cœur de sa mission : observer les stratégies des lobbies de l'alcool qui affaiblissent les orientations des politiques de santé. Experte dans son domaine, Myriam SAVY accepte de répondre aux questions des globe-reporters et de décrypter les principaux enjeux et conséquences de ce type de lobbying sur les citoyens européens. Au final, malgré le silence radio des entreprises concernées, nous en savons plus sur leurs pratiques.

Le P'tit Pro : Qu'est-ce que l'ANPAA ? Quelles sont vos missions ?

L'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie créée en 1872 qui a pour mission d'accompagner des personnes qui ont des problématiques liées aux addictions, qui ont un problème de dépendance et qui souhaitent réduire ou arrêter leurs consommations de tabac, d'alcool, de cannabis ou d'autres substances illégales ou encore des personnes qui peuvent avoir des addictions aux jeux, aux écrans.

Nous avons une centaine de centres pour accueillir ces personnes gratuitement et confidentiellement et proposons des consultations pour les jeunes consommateurs de - de 25 ans.

Le P'tit Pro : Pouvez-vous nous parler des stratégies de lobbying déployées par les industries de l'alcool ou du tabac pour affaiblir les orientations des politiques de santé ?

Il y a 2 stratégies principales déployées par les lobbies de l'alcool ou du tabac. La 1ère est de décrédibiliser toutes les études scientifiques qui sortent et qui montrent que l'alcool est nocif dès le 1er verre. Je précise que notre association n'a pas pour objectif d'interdire l'alcool, mais simplement d'informer sur les effets sur la santé. Boire un verre de vin par jour, contrairement à ce que les lobbies et la publicité ont affirmé, ce n'est pas bon pour la santé.

Cette stratégie de décrédibiliser les rapports scientifiques a longtemps été utilisée également par les industriels du tabac qui cachaient la toxicité des cigarettes. C'est encore la même chose aujourd'hui pour l'alcool. Quand une étude sé-

rieuse et documentée sort et dénonce les effets négatifs de l'alcool sur la santé, les producteurs d'alcool sortent lors propres études qui contredisent ou contestent les résultats, ou alors ils donnent d'autres chiffres. Il y a donc des informations contradictoires qui vont circuler dans les médias et le citoyen continuera de croire que boire un verre de vin par jour, c'est bon pour la santé.

Il ne faut pas diaboliser le lobbying. On a en besoin...

La 2ème est la volonté des producteurs d'alcool de se montrer comme acteurs de la prévention. La « modération » et la « consommation responsable » sont les concepts à la mode qu'ils défendent, mais leur objectif est toujours de vendre de l'alcool.

Le P'tit Pro : Quelle est l'ampleur de l'influence de ces industries sur les représentants de l'UE ?

Quelles sont les conséquences de ces stratégies de lobbying sur les politiques publiques ? Et sur les consommateurs européens ?

Des associations ou organisations qui vont représenter les producteurs, comme Spirits Europe qui représente les industriels qui fabriquent de l'alcool distillé (Whisky, Vodka et autres alcools dits « forts » (globe reporters les a contacté pour nous mais ils ne nous ont pas répondu....) ; des représentants des filières viticoles pour les acteurs du vin ; l'association européenne des Brasseurs pour la bière et enfin des grandes marques d'alcool sont aussi très ac-

tives, comme Pernod-Ricard ou Bacardi. Elles sont très présentes à la Commission européenne et au Parlement. Au niveau des institutions européennes, elles défendent leurs intérêts en retardant les législations. Par exemple, l'alcool est le seul produit alimentaire qui a une exception et qui n'a pas à faire apparaître ces informations que l'on voit partout maintenant (l'étiquetage sur les infos nutritionnelles comme les glucides, lipides et protéines), les calories ou la composition. Cela fait 2 ans que les dialogues se poursuivent pour négocier cet étiquetage et les choses traînent.

... mais il ne faut pas être naïf et savoir déconstruire les stratégies.

Le P'tit Pro : Avez-vous un message à adresser à nos lecteurs ?

Il ne faut pas diaboliser le lobbying. On a en besoin. Il n'est pas mauvais en soi, bien au contraire, car il permet à ceux qui font les lois de ne pas être déconnectés de la réalité mais il ne faut pas être naïf et savoir déconstruire les stratégies, diffuser des infos fiables et non pas biaisées, c'est-à-dire ne représentant pas complètement la réalité.



Myriam SAVY, responsable du plaidoyer pour l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)

CRÉDIT PHOTO : GLOBE-REPORTERS.ORG

Le point de vue de l'eurodéputé Dominique Ricquet sur les lobbies

Le P'tit Pro : Que pensez-vous des lobbies ?

Les lobbies ce sont les gens qui viennent défendre un point de vue et les avantages de leur situation. Contrairement à ce que l'on croit, les lobbies ne sont pas juste la pieuvre des capitalistes qui torpillent pour essayer de faire dérailler le processus démocratique.

Les lobbies ça peut être des ONG, des associations de consommateurs, des représentants syndicaux, des représentants de grandes entreprises ou d'intérêts spécifiques.

Les lobbies sont très utiles mais faut savoir les utiliser et ne pas être utilisés par eux.

Les lobbies sont très utiles mais il faut savoir les utiliser et ne pas être utilisés par eux.

Le P'tit Pro : Comment se passent les rencontres députés/lobbies ? Ce sont eux qui viennent vous voir ou c'est vous qui les contactez pour un sujet précis ?

Alors moi en général je ne contacte jamais les lobbies. Ce sont eux qui demandent des rendez-vous et on sélectionne. On ne va pas voir 36 fois les lobbies qui défendent les mêmes points de vue. Donc sur un sujet bien particulier on essaye d'avoir des lobbies avec des différents points de vue. Des points de vue contradictoires.

C'est toujours sur rendez-vous que l'on reçoit les lobbyistes. Ils ne peuvent pas rentrer dans le parlement européen s'ils n'ont pas un rendez-vous.

REPORTAGES RÉALISÉS EN MARS 2019

ITV RETRANSCRITES PAR VALENTIN VANDEVOIR ET AXEL LENZEELE,
TERMINALE BAC PRO MELEC



Que pensent Graham et Roz Homan, un couple de Dublinois installé au port fluvial de Saint-Amand-les-Eaux ?

Le p'tit Pro les a interrogés sur le Brexit :

« Le souhait de l'Irlande est de continuer à avoir une frontière invisible entre le nord et le sud, à l'instar de la France et la Belgique. Quand nous étions plus jeunes, il y avait une frontière stricte, avec des soldats et des douaniers, donc ce n'était pas agréable.

Personne ne veut y revenir. Personnellement, je ne vois pas comment il pourrait ne pas y avoir de contrôle douanier si les taxes et les réglementations étaient très différentes entre le nord et le sud. Une grande préoccupation est qu'après le Brexit, il pourrait y avoir un retour de la violence, surtout si les promesses faites pour créer l'accord "Good Friday" (bon vendredi) ne sont pas respectées. »

PAR ANGELINE CAPON ET GWENAELE PLOUCHART,
2NDE BAC PRO GA

LE BREXIT POUR LES NULS... LE P'TIT PRO VOUS EXPLIQUE TOUT!

1. Que signifie le Brexit ?

Le "Brexit" est la contraction de "British Exit", désignant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE).

2. Quand et comment cette décision de sortie de l'UE par le Royaume-Uni a-t-elle été prise ?

Le 23 juin 2016, lors d'un référendum, 51,9% des Britanniques ont choisi de quitter l'UE. A la suite du déclenchement de l'article 50 du traité sur l'Union européenne le 29 mars 2017, le Royaume-Uni et les 27 autres pays membres de l'Union européenne se sont donné deux ans pour préparer la sortie effective du pays au 29 mars 2019. Mais le processus de négociations de sortie a été prolongé une première fois au 12 avril 2019, puis au 31 octobre 2019, pour essayer d'éviter une sortie du pays sans accord.

3. Qui conduit ce Brexit ?

Nommée en juillet 2016 et reconduite en juin 2017, c'est la Première ministre Theresa May qui mène les discussions sur la sortie de son pays face à une équipe de négociateurs représentant l'UE.

4. Quelles seront les conséquences du Brexit ?

Les conséquences politiques du Brexit pour l'Union européenne sont difficiles à prévoir. Pour certains, la sortie du Royaume-Uni est une catastrophe : de fait, l'Union européenne perd l'une de ses trois grandes puissances financières. Pour d'autres, elle peut permettre de ressouder l'Union Européenne: le Royaume-Uni étant historiquement l'un des pays les moins favorables à l'intégration européenne.

Parmi les sujets brûlants négociés figure notamment la facture de la sortie de l'UE. Le Royaume-Uni devrait avoir à verser une cinquantaine de milliards d'euros au budget européen, Les négociations portent également sur la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, ce dernier souhaitant limiter l'immigration sur son territoire. Cette question de la libre circulation se pose tout particulièrement pour l'Irlande, qui partage sa seule frontière terrestre avec le Royaume-Uni et se retrouverait particulièrement isolée en cas de rétablissement des postes douaniers entre les deux pays.

PAR ANGELINE CAPON ET GWENAELE PLOUCHART,
2NDE BAC PRO GA

SPECIAL BREXIT: MOYRA POSSÈDE UN PASSEPORT BRITANNIQUE, MAIS EST ÉCOSSAISE. QUE VA-T-IL SE PASSER POUR ELLE QUI VIT À BRUXELLES AVEC LE BREXIT ?

LES JEUNES QUI N'ONT PAS VOTÉ LORS DU RÉFÉRENDUM SONT LES PREMIÈRES VICTIMES DU BREXIT

C'est surtout aux jeunes et aux conséquences liées au Brexit que Moyra pense. À toutes celles et tous ceux qui se sont abstenus lors du référendum, car pour eux être Européen coulait de source. Dans quelques jours, seront-ils seulement Anglais et plus Européens ?

Précisons qu'à la date où se déroule l'interview, le débat fait rage et Moyra demande à ce que son anonymat soit préservé. Moyra est donc un nom d'emprunt. Mais pas ses propos qu'elle n'est sans doute pas la seule à partager.

Le P'tit Pro : Avez-vous pris part au vote sur le Brexit et quelle a été votre réaction après l'annonce du résultat ?

Moyra : Je n'ai pas pu voter. Il fallait résider en Grande-Bretagne pour participer. À l'annonce du résultat, j'ai été très triste et choquée. Je ne suis pas du même bord politique que David CAMERON qui s'était engagé à organiser le référendum, mais j'étais d'accord avec sa décision. Mais, comme lui, je n'ai jamais pensé que le résultat serait le Brexit.

Le P'tit Pro : Pourquoi une majorité de Britanniques a souhaité quitter l'UE ?

Moyra : Ce sont surtout les Anglais qui ont voté pour le Brexit. Les Gallois et les Écossais souhaitaient en majorité rester dans l'Europe. À l'époque, beaucoup de fake news circulaient, avec notamment cette histoire qu'avec l'argent donné à l'Europe, on pouvait financer le système de santé publique qui connaît beaucoup de problèmes. Beaucoup de personnes y ont cru. L'autre question importante concernait l'immigration. Or ce qui est surprenant, c'est que certaines régions qui ont voté la sortie de l'Europe ont besoin des étrangers pour cueillir les fruits ou pour d'autres travaux. Il faut bien comprendre que les quatre pays qui forment le Royaume-Uni sont très différents.

Le P'tit Pro : Quelles seraient les conséquences concrètes pour vous qui vivez à Bruxelles ?

Moyra : Je ne suis pas certaine de pouvoir garder mon travail. Dans quelques semaines, je serai peut-être au chômage. C'est très triste parce que j'aime beaucoup mon travail. Peut-être que je devrais demander un visa pour vivre en Belgique ? On a très peu d'informations sur tout cela. Pour le moment, j'essaie d'obtenir la nationalité belge. Je peux avoir la double nationalité, mais ce n'est pas facile et ce n'est pas gagné.

Il y a beaucoup d'incertitudes, même pour voyager par exemple. Je rentre voir ma mère qui est âgée pour Pâques et je ne sais pas comment cela va se passer. Est-

ce que la ligne de l'Eurostar sera encore ouverte ?

Le P'tit Pro : Au sein de la communauté britannique de Bruxelles, est-ce que tout le monde est inquiet ?

Moyra : On ne parle que de cela. Avec certaines personnes, j'évite le débat, car le ton peut monter rapidement. Certains pensent que ce n'est pas bien de changer de nationalité pour rester Européenne, pour rester en Belgique. Ce serait plus facile pour moi. J'aime bien aller en Grande-Bretagne de temps en temps, mais je n'ai jamais pensé y retourner pour y vivre. Je suis bien en Belgique et je suis Européenne.

Le P'tit Pro : Selon vous, quelles seront les conséquences du Brexit pour ceux qui vivent en Angleterre ?

Moyra : Certains disent qu'il n'y aura plus de médicaments, que les prix vont augmenter. En fait, ceux qui veulent partir disent que tout va bien se passer et ceux qui veulent rester disent le contraire. Difficile d'avoir une idée précise de ce qui va vraiment se passer.



Par exemple, les Britanniques aiment bien boire du vin. Le prix va forcément augmenter. Pareil pour les fruits et légumes. Nous ne produisons pas de tout. Et il y a beaucoup d'Européens qui travaillent en Grande-Bretagne dans les hôpitaux ou les maisons de retraite, par exemple. Est-ce que ces gens vont partir ? Il va donc y avoir forcément des problèmes. Beaucoup de jeunes n'ont pas voté lors du référendum. Cela ne les intéressait pas, mais ce sont eux qui vont subir les conséquences du Brexit. Les personnes âgées ont leur vie derrière elles. Par exemple, le programme Erasmus est tellement intéressant pour les jeunes. Cette possibilité d'aller étudier en Allemagne, en France. Cela s'arrête. C'est vraiment dommage.

Le P'tit Pro : Le Brexit ne va-

t-il pas fragiliser l'UE ?

Moyra : Oui et non. Si un pays ne veut pas intégrer l'Union européenne... La Grande-Bretagne a refusé l'Euro, a toujours eu un statut très particulier. Or c'est mieux d'avoir des membres qui croient vraiment dans le projet. Mais cela peut aussi donner l'exemple qu'il est possible quitter l'Union à un pays comme l'Italie, par exemple. Si le Brexit se produit et que cela se passe bien, cela peut devenir problématique pour l'Europe.

"J'ai peur que les Anglais se replient sur eux."

Le P'tit Pro : Vous êtes Écossaise. Si le Brexit se réalise pensez-vous que l'Écosse va demander son indépendance pour réintégrer l'Union européenne ?

Moyra : On en parle beaucoup. Il y a eu un référendum à ce sujet en Écosse en 2014 et le résultat a été très serré. Aujourd'hui, il y a beaucoup de jeunes qui veulent l'indépendance. L'économie écossaise marche bien. On n'est pas contre les Anglais, mais on est très différents. On se sent très Européens. On est curieux, on est accueillants et on aime bien l'Europe.

Le P'tit Pro : Avez-vous un message pour les globe-reporters ?

Moyra : Je pense que c'est très important de voter et de bien réfléchir à ce que vous voulez. À ce que vous voulez pour vous, mais aussi pour la France. Il faut prendre cela au sérieux. Je pense surtout aux jeunes. J'ai une petite nièce. Elle ne fera jamais Erasmus. Va-t-elle apprendre le français ? J'ai peur que les Anglais se replient sur eux.

REPORTAGE RÉALISÉ EN
AVRIL 2019
ITV RETRANSCRITE
PAR AXEL
LENZEELE,
TERMINALE BAC PRO
MELEC





SPÉCIAL BREXIT : VIA SKYPE, NOS GLOBE REPORTERS ONT INTERROGÉ, MICHAEL COOPER, MEMBRE DU SINN FÉIN

LE BREXIT, UNE QUESTION IRLANDAISE

Michael Cooper, que le P'tit Pro a interviewé l'an dernier sur ses terres à Belfast, nous a fait l'honneur de nous accorder une nouvelle entrevue cette année. Rappelons que Michael Cooper est membre du Sinn Féin, un parti politique républicain actif en Irlande et en Irlande du Nord. Il s'agit du deuxième parti politique d'Irlande du Nord. Sachez que Michael Cooper a été réélu pour le district de Derry en ce début mai 2019.

**Pourquoi les Nord-Irlandais ont dit " non " au BREXIT ?
Qu'est-ce que le Brexit peut changer pour les 2 Irlandes ?
Qu'est-ce que le " filet de sécurité " (= backstop), la solution proposée par l'Union Européenne pour éviter le retour d'une frontière ? Tels sont quelques-uns des sujets abordés avec Michael.**

SPÉCIAL BREXIT : UN MICRO-TROTTOIR À LONDRES

LE P'TIT PRO AU CŒUR MÊME DE L'ACTU...

Mardi 12 mars dernier, à quelques heures d'un vote décisif mais très incertain à la chambre des Communes à Londres sur l'accord de sortie de l'Union européenne, 16 journalistes en herbe du P'tit Pro (des secondes Gestion-Administration et Métiers de l'Electrotechnique) ont pris l'Eurostar pour couvrir l'événement au plus près !

Et c'est sous une pluie typiquement londonienne que nos apprentis journalistes se sont livrés à un micro-trottoir au centre de la capitale britannique. Parmi les questions posées :

How well is the government negotiating Brexit ?

Should there be a second referendum to accept or reject a final deal?

Ou encore :

According to you, what will Brexit mean for Ireland ?

Have voters change their minds about Brexit ?

Que retenir de notre micro-trottoir ? Le ras-le-bol des Londoniens au sujet du Brexit ! En effet, le sentiment d'exaspération prédomine tant du côté des partisans du «Leave» que du «Remain».

Les Londoniens que nous avons interrogés pensent vivre dans un pays en crise. Crise politique, crise économique qui menace aussi... Ils ne cachent plus leur ras-le-bol face à un feuilleton qui n'en finit plus. « Ça me fatigue, je n'y comprends plus rien, et je m'en fiche », résume Jessie, serveuse dans un bar à Covent Garden. Peter, employé dans le magasin Lego à Picadilly Circus, tente encore, tant bien que mal, de suivre le déroulement des choses dans la presse. « Mais je commence à me lasser, confesse Peter. Même si je sais que c'est important. »

"Qu'on en finisse au plus vite maintenant!", s'est-on entendu dire...

L'éventualité d'une absence d'accord n'inquiète pas trop Peter, persuadé que les conséquences annoncées ne dureraient qu'un temps. Sarah, elle, craint ces conséquences, et préférerait un deuxième référendum « avec la même question qu'en 2016 ».

PAR TIFAINÉ DARMANIN,
DAEVA VINET ET LÉA VANGHELLE
SECONDE BAC PRO GA

Au terme d'une bonne heure d'échanges avec Michael, il s'avère que, pour le Sinn féin, le Brexit et l'accord du Vendredi Saint (qui a scellé la paix en Irlande en 1998) sont incompatibles. Face à la sortie imminente de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, l'option de la réunification est évidemment sur la table, a déclaré Michael. La question de l'Irish Border, seule frontière terrestre de la Grande-Bretagne avec l'UE, cristallise toutes les inquiétudes autour du futur Brexit.



Michael COOPER

CRÉDIT PHOTO : https://www.google.fr/search?q=MICHAEL+COOPER+SINN+FEIN&source=lnms&tbm=isch&sa=X&ved=0ahUKEwikSMFD_QfIAHwBx4UKHT4CB5gQ_AUIDyGc&biw=1525&bih=690#imgrc=StNyq_gRkXJQIM:

"L'option de la réunification est évidemment sur la table"

Sur le plan économique, une frontière dure serait désastreuse. Par exemple, des marchandises agricoles et forestières d'une valeur de 750 millions d'euros ont transité du sud vers le nord et de 565 millions en sens inverse l'an dernier. 35 000 personnes traversent quotidiennement la frontière pour travailler. Des entreprises basées d'un côté ont des fournisseurs et des clients de l'autre. Lorsque je parle avec des chefs d'entreprise aujourd'hui, ils me disent qu'ils souffrent déjà des

conséquences. Cela veut dire que quand ils achètent des produits de l'Union européenne, cela leur coûte plus cher. Le coût des biens et des services augmente. Nous ne pouvons plus avoir les travailleurs étrangers dont nous avons besoin pour nos entreprises. Beaucoup d'Européens repartent chez eux à cause de ce que nous appelons le "frisson du Brexit". L'Irlande du Nord a toujours eu l'une des économies les plus faibles de toute l'Union européenne avec de faibles revenus et une faible productivité. Nous avons en fait besoin de plus d'aides européennes, ce qui nourrirait l'économie. Le Brexit va à l'opposé de tout ça. ", confie Michael.

Un retour des violences en cas de séparation brute des deux territoires?

Mais ce qui l'inquiète aussi, c'est l'impact du Brexit sur les esprits et sur la paix. Comment vont les populations vont-elles réagir si la frontière se reconstruit, si des taxes douanières réapparaissent et si la présence policière refait surface ? Sur le plan politique, le gouvernement craint un retour des violences en cas de séparation brute des deux territoires.

Et le 'backstop'?

Fort de sa majorité pro-européenne, les Irlandais ont lancé une campagne de lobbying auprès de leurs partenaires européens pour que la question sur la frontière ne soit pas laissée de côté lors des discussions sur le Brexit. Ainsi, pour sortir de cette impasse sur la question irlandaise, le négociateur en chef pour l'UE, Michel Barnier, a proposé la mise en place d'une clause de sauvegarde, intitulée « backstop » (filet de sécurité) pour empêcher le retour d'une frontière physique entre les deux Irlandes. En cas de mise en œuvre du « filet de sécurité », au-delà de sa parti-

cipation au « territoire douanier unique », l'Irlande du Nord resterait également dans le marché intérieur européen pour la circulation des marchandises. Cela impliquerait le respect de la législation européenne et des règles de ce marché, y compris dans les domaines agricole, environnemental, énergétique ou des aides d'État. Garant du respect de ces règles, la Commission européenne et la Cour de justice de l'Union auraient toujours autorité, mettant ainsi le territoire nord-irlandais à part du reste du Royaume-Uni, nous explique Michael.

Bref, l'avenir de l'Irlande du Nord reste à ce jour suspendu à la définition des nouvelles relations avec les Vingt-Sept. Rendez-vous est d'ores et déjà pris avec Michael au premier trimestre de la prochaine année scolaire pour évoquer la question.....

ARTICLE RÉDIGÉ PAR TOUTES LES MAINS
DES GLOBE REPORTERS
TERMINALE BAC PRO MELEC

WHO'S WHO ?

"Il est infatigable" : Steve Bray, l'homme qui braille "Stop Brexit !" devant Westminster depuis un an et demi .

La presse outre-Manche l'a surnommé "monsieur Stop Brexit". Ce partisan du maintien au sein de l'UE campe chaque jour face au Parlement britannique pour protester contre le résultat du référendum de 2016.

Son but ? Mobiliser les Britanniques contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.



Face à la pluie et au froid, nos journalistes en herbe ont adopté le célèbre flegme britannique !

CRÉDIT PHOTO : LÉA DHOTE, SECONDE BAC PRO GA